



CHAPITRE 53

Loi modifiant le Code municipal

[Sanctionnée le 15 décembre 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

Le Code municipal est modifié par l'addition, après l'article 5, C.m., a. 5a, ^{aj.} du suivant:

«**5a.** Toute corporation locale possède tous les pouvoirs requis pour acquérir, construire et aménager, dans la municipalité, des immeubles qui peuvent être donnés à bail ou aliénés, à titre onéreux, en tout ou en partie, au profit d'un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48).

Le bail ou, selon le cas, l'acte de cession, pour être valable et lier la corporation et l'établissement, doit être approuvé au préalable par la Commission municipale du Québec.»

Art. 2

L'article 16 dudit code, modifié par l'article 1 du chapitre 99 ^{Id., a. 16, mod.} des lois de 1922 (1^{re} session), l'article 1 du chapitre 83 des lois de 1923/1924, l'article 1 du chapitre 103 des lois de 1938, l'article 1 du chapitre 69 des lois de 1942, et par l'article 58 du chapitre 59 des lois de 1949, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 18 par le suivant:

«18. Le mot «nomination» signifie et comprend toute élection faite par les électeurs ou par le conseil, et toute nomination faite par le ministre des affaires municipales ou par le conseil municipal,

chaque fois que, d'après le contexte, il ne s'applique pas spécialement à l'un de ces cas. Il en est de même du terme «nommé» et de ses dérivés;».

Art. 3

C.m., a. 28,
mod. L'article 28 dudit code, remplacé par l'article 1 du chapitre 103 des lois de 1930 et modifié par l'article 1 du chapitre 87 des lois de 1971, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot «lieutenant-gouverneur» par les mots «ministre des affaires municipales».

Art. 4

Id., a. 35,
mod. L'article 35 dudit code, modifié par l'article 1 du chapitre 81 des lois de 1917/1918, l'article 2 du chapitre 34 des lois de 1926, l'article 2 du chapitre 103 des lois de 1930, l'article 2 du chapitre 69 des lois de 1941 et l'article 2 du chapitre 87 des lois de 1971, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

«**35.** Le gouvernement peut, à la demande des intéressés, ériger des municipalités de village ou de campagne ou les diviser.

Le ministre des affaires municipales peut, à la demande des intéressés, annexer ces municipalités, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village.»

Art. 5

Id., a. 38,
mod. L'article 38 dudit code, modifié par l'article 15 du chapitre 20 des lois de 1917/1918, est de nouveau modifié par la suppression, dans le premier alinéa, des mots «au lieutenant-gouverneur».

Art. 6

Id., a. 41,
remp. L'article 41 dudit code, modifié par l'article 16 du chapitre 20 des lois de 1917/1918 et par l'article 1 du chapitre 74 des lois de 1950, est remplacé par le suivant:

«**41.** Quand une demande d'érection, de division, d'annexion ou de changement de limites de municipalités est faite en vertu de l'article 35, le ministre des affaires municipales doit en informer la corporation de comté concernée et les corporations locales dont les limites territoriales sont modifiées par telle demande, en leur demandant de lui faire connaître leurs objections, si elles en ont, sous

un délai de trois mois; et il peut faire toutes enquêtes requises pour constater les faits.»

Art. 7

L'article 42 dudit code, modifié par l'article 3 du chapitre 69 des lois de 1941 et par l'article 1 du chapitre 74 des lois de 1950, est ^{C.m., a. 42, remp.} remplacé par le suivant:

«**42.** À l'expiration de ce délai, le gouvernement ou, selon le cas, le ministre des affaires municipales, s'il le juge à propos, ordonne l'érection, la division, l'annexion ou le changement demandé, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle du Québec* et qui entre en vigueur le premier janvier suivant.»

Art. 8

L'article 49a dudit code, édicté par l'article 2 du chapitre 82 des lois de 1975, est modifié par le remplacement du quatrième ^{Id., a. 49a, mod.} alinéa par le suivant:

«Le ministre des affaires municipales peut approuver le règlement d'annexion, avec ou sans modification, après réception du rapport de la Commission.»

Art. 9

L'article 77 dudit code, remplacé par l'article 1 du chapitre 65 des lois de 1963 (1^{re} session) et l'article 3 du chapitre 86 des lois de 1968, et modifié par l'article 3 du chapitre 81 des lois de 1974 et l'article 3 du chapitre 82 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement des trois premiers alinéas par les suivants:

«**77.** Toute corporation locale verse au maire, comme rémunération pour tous les services qu'il lui rend à quelque titre que ce soit et pour le dédommager d'une partie des dépenses inhérentes à sa charge, une somme annuelle minimale calculée selon la population de la municipalité à raison de \$0.55 par habitant pour les premiers cinq mille habitants et de \$0.50 pour chacun des autres. Pour le calcul de la rémunération, le chiffre de la population est accru du produit du nombre 1.25 par le nombre de maisons de villégiature situées dans la municipalité et occupées à des fins récréatives de façon non continue, tel qu'il apparaît dans un état annuel certifié par le secrétaire-trésorier. La différence entre la rémunération établie selon le critère du chiffre accru de la popula-

tion et la rémunération de base à laquelle le maire aurait droit sans cet accroissement ne peut cependant excéder \$1,300, ni le montant de la rémunération de base si celle-ci est inférieure à \$1,300.

Toutefois, le maire ne peut en aucun cas recevoir ainsi une somme annuelle inférieure à \$275.

La corporation verse pour les mêmes fins à chacun des conseillers une somme annuelle minimale calculée selon la population de la municipalité à raison de \$0.157 par habitant pour les premiers cinq mille habitants et de \$0.143 pour chacun des autres. Au surplus, le calcul de la rémunération se fait en la manière indiquée au premier alinéa, sauf que la différence entre la rémunération établie selon le critère du chiffre accru de la population et la rémunération de base ne peut excéder \$390, ni le montant de la rémunération de base si celle-ci est inférieure à \$390.

Toutefois, un conseiller ne peut en aucun cas recevoir une somme annuelle inférieure à \$90.»;

b) par le remplacement, dans la dernière ligne du dernier alinéa, du millésime «1975» par le millésime «1977».

Art. 10

C.m., a. 80,
mod.

L'article 80 dudit code, modifié par l'article 1 du chapitre 100 des lois de 1922 (1^{re} session) et l'article 1 du chapitre 84 des lois de 1922 (2^e session), est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**80.** Le conseil local se compose d'un maire et de six conseillers élus par les électeurs de la municipalité ou, selon le cas, nommés selon l'article 238*a*.»

Art. 11

Id., a. 85,
mod.

L'article 85 dudit code, modifié par l'article 2 du chapitre 74 des lois de 1927 et l'article 3 du chapitre 50 des lois de 1954/1955, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le maire élu à la première élection générale tenue en vertu de l'article 246, de même que celui nommé en vertu de l'article 238*a*, ne restent en charge que jusqu'à l'époque de la tenue de l'élection générale du maire, fixée par l'article 82, sous réserve des articles 249*a* et 249*f*.»

Art. 12

L'article 108 dudit code, modifié par l'article 20 du chapitre 20 ^{C.m.,}
des lois de 1917/1918, est de nouveau modifié par le remplacement ^{a. 108,}
du cinquième alinéa par le suivant: ^{mod.}

«Si le maire ou les conseillers, ou quelqu'un d'entre eux, ont été nommés selon l'article 238*a*, cette première session est tenue à l'époque et au lieu déterminés par la personne à laquelle a été adressée la lettre faisant connaître la nomination du maire ou des conseillers.»

Art. 13

L'article 112 dudit code, modifié par l'article 1 du chapitre 81 ^{Id., a. 112,}
des lois de 1934, est remplacé par le suivant: ^{remp.}

«**112.** Les sessions ordinaires ou générales du conseil de comté sont tenues le second mercredi de chacun des mois de mars, juin et septembre ainsi que le troisième mercredi de novembre, ou tout autre jour juridique des mêmes semaines fixé par règlement du conseil; celles du conseil local ont lieu le premier lundi de chaque mois, à moins qu'il n'en soit autrement réglé par le conseil.

Au cours de sa session de novembre, le conseil de comté doit, notamment, faire les estimations prévues à l'article 681*a*.

Toute chose qui, avant le 15 décembre 1977 devait selon le présent code, être faite par le conseil de comté au cours de sa session de décembre doit, depuis cette date, être faite au cours de sa session de novembre.»

Art. 14

L'article 137 dudit Code est remplacé par le suivant: ^{Id., a. 137,}
^{remp.}

«**137.** Un officier municipal nommé par le ministre des affaires municipales peut être destitué par la corporation dont il est officier, pourvu que ce soit avec l'approbation du ministre des affaires municipales.»

Art. 15

L'article 150 dudit code est remplacé par le suivant: ^{Id., a. 150,}
^{remp.}

«**150.** Le secrétaire-trésorier adjoint, s'il en est nommé par le conseil, peut exercer tous les devoirs de la charge de secrétaire-trésorier, avec les mêmes droits, pouvoirs et privilèges, y compris

ceux conférés à l'article 148a, et sous les mêmes obligations et pénalités.

Au cas de vacance dans la charge de secrétaire-trésorier, le secrétaire-trésorier adjoint doit exercer les devoirs de cette charge jusqu'à ce que la vacance soit remplie.

Le secrétaire-trésorier adjoint nommé avant le 15 décembre 1977 demeure régi par les dispositions qui lui étaient applicables avant cette date, tant qu'il n'est pas nommé par le conseil en vertu du premier alinéa.»

Art. 16

C.m.,
a. 161a,
aj.

Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 161, de l'article suivant:

«**161a.** Le ministre des affaires municipales peut, par règlement, après consultation avec le ministre des affaires culturelles:

a) établir des règles concernant la conservation et la destruction des pièces dont le secrétaire-trésorier a la garde;

b) déterminer lesquelles de ces pièces, sur résolution du conseil, peuvent être distraites de la garde du secrétaire-trésorier et autrement conservées, aliénées ou détruites, nonobstant toute disposition législative au contraire, mais sous réserve, toutefois, de la Loi sur les biens culturels (1972, chapitre 19);

c) imposer des règles et conditions pour l'application du paragraphe b.

Le règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher l'application d'un arrêté adopté ou pouvant l'être en vertu de l'article 6 de la Loi de la preuve photographique de documents (Statuts refondus, 1964, chapitre 280) et visant une corporation municipale régie par le présent code.»

Art. 17

Id., a. 238,
remp.

L'article 238 dudit code, modifié par l'article 10 du chapitre 88 des lois de 1929 et l'article 2 du chapitre 23 des lois de 1952/1953 et remplacé par l'article 16 du chapitre 86 des lois de 1968, est de nouveau remplacé par les suivants:

«**238.** 1. Lorsque la charge de maire ou de conseiller devient vacante plus de douze mois avant l'élection fixée pour cette charge par l'article 81 ou 82, et par l'article 245, le président d'élection

doit, dans les huit jours qui suivent la vacance, entreprendre les procédures d'une élection à cette charge par la publication de l'avis prévu à l'article 257. Cette élection doit être conduite à tous égards, *mutatis mutandis*, comme une élection faite selon le présent titre.

Si aucune personne n'est mise en candidature à la charge de maire, les conseillers doivent, dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai fixé pour la présentation des candidats, procéder selon le paragraphe 2 du présent article. Si aucune personne n'est mise en candidature à la charge de conseiller, cette charge demeure vacante pour le reste du temps pour lequel son dernier titulaire avait été élu ou nommé.

2. Lorsque la charge de maire devient vacante dans les douze mois qui précèdent l'élection fixée pour cette charge par les articles 82 et 245, les conseillers doivent, dans les quinze jours qui suivent la vacance, élire l'un d'entre eux pour remplir la fonction de maire. Cette élection se fait au scrutin secret et le secrétaire-trésorier proclame élue la personne qui obtient la majorité des votes des conseillers présents. Si les voix sont également partagées, la personne qui préside la séance doit exercer un vote prépondérant, même si elle a déjà voté et nonobstant toute disposition contraire.

L'acceptation de la charge de maire par un conseiller met fin à son mandat à titre de conseiller.

Lorsque la charge de conseiller devient vacante dans les douze mois qui précèdent l'élection fixée pour cette charge par les articles 82 et 245, cette charge demeure vacante durant le reste du temps pour lequel son dernier titulaire avait été élu ou nommé.

«**238a.** Chaque fois:

a) que l'élection du maire et des conseillers locaux n'a pas eu lieu au temps fixé par la loi, ou par le ministre des affaires municipales, ou par l'avis public si l'élection a lieu à la suite d'une contestation, ou que, l'élection ayant eu lieu, il a été élu un nombre insuffisant de membres du conseil; ou

b) que, par cause de vacances, il reste moins de quatre membres d'un conseil local en fonction,

le ministre des affaires municipales peut ordonner la tenue d'une élection à la date qu'il fixe et qui doit être présidée par la personne qu'il désigne. Si l'élection n'a pas lieu à la date ainsi fixée, le ministre peut soit ordonner la tenue d'une autre élection et en fixer la date, soit faire lui-même les nominations aux charges vacantes ou à l'une quelconque des charges vacantes.»

Art. 18

C.m.,
a. 248,
rempl.

L'article 248 dudit code est remplacé par le suivant:

«**248.** Des six conseillers élus à telle occasion, ou nommés suivant l'article 238*a* :

1. Trois doivent être remplacés à l'époque de l'élection générale suivante;

2. Et les trois autres, au même temps, l'année suivante; et ainsi dans la suite, de manière qu'il doive être élu ou nommé trois conseillers locaux chaque année.»

Art. 19

Id., a. 249,
mod.

L'article 249 dudit code, modifié par l'article 27 du chapitre 20 des lois de 1917/1918 et par l'article 2 du chapitre 61 des lois de 1951/1952, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**249.** Les conseillers mentionnés au paragraphe 1 de l'article 248 doivent être tirés au sort, par le conseil, séance tenante, dans le mois précédant celui au cours duquel a lieu l'élection générale suivante; à défaut de ce faire, ils sont tirés au sort par le président d'élection, en présence des électeurs, ou, le cas échéant, nommés suivant l'article 238*a*.»

Art. 20

Id.,
a. 249*a*,
mod.

L'article 249*a* dudit code, édicté par l'article 5 du chapitre 50 des lois de 1954/1955 et modifié par l'article 3 du chapitre 42 des lois de 1955/1956, est de nouveau modifié par le remplacement, partout où ils se rencontrent, des mots «lieutenant-gouverneur en conseil» par les mots «ministre des affaires municipales».

Art. 21

Id.,
a. 249*e*,
mod.

L'article 249*e* dudit code, édicté par l'article 14 du chapitre 82 des lois de 1975, est modifié par le remplacement, partout où ils se rencontrent, des mots «lieutenant-gouverneur en conseil», par les mots «ministre des affaires municipales».

Art. 22

Id., a. 259,
mod.

L'article 259 dudit code, modifié par l'article 2 du chapitre 100 des lois de 1922 (1^{re} session), et remplacé par l'article 2 du chapitre

49 des lois de 1948, est de nouveau modifié par la suppression dans le dernier alinéa, des mots «sous réserve de l'article 227a et pourvu qu'il apparaisse au rôle d'évaluation que le candidat est propriétaire d'un immeuble d'une valeur inscrite à ce rôle d'au moins trois cents dollars».

Art. 23

La rubrique du titre XII dudit code, remplacé par l'article 1 du chapitre 77 des lois de 1947, est de nouveau remplacé par la suivante: C.m., rub. du titre XII, remp.

«DES NOMINATIONS PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES».

Art. 24

L'article 320 dudit code, modifié par l'article 5 du chapitre 67 des lois de 1919/1920, l'article 23 du chapitre 48 des lois de 1921, l'article 1 du chapitre 85 des lois de 1922 (2^e session), l'article 7 du chapitre 83 des lois de 1934, l'article 2 du chapitre 77 des lois de 1947 et l'article 28 du chapitre 86 des lois de 1968, est remplacé par le suivant: Id., a. 320, remp.

«**320.** Les nominations aux charges municipales sont faites par le ministre des affaires municipales avec le même effet que si elles étaient faites par le conseil, chaque fois qu'un conseil a laissé s'écouler le délai prescrit sans faire une nomination d'un officier qu'il est tenu de faire d'après les dispositions du présent code ou des règlements, excepté, cependant, pour le secrétaire-trésorier.»

Art. 25

L'article 327 dudit code, remplacé par l'article 7 du chapitre 77 des lois de 1947, est abrogé. Id., a. 327, ab.

Art. 26

L'article 328 dudit code, modifié par l'article 33 du chapitre 20 des lois de 1918 et remplacé par l'article 18 du chapitre 77 des lois de 1947, est modifié par la suppression, dans le premier alinéa, des mots «par le lieutenant-gouverneur ou». Id., a. 328, mod.

Art. 27

C.m.,
a. 329,
mod.

L'article 329 dudit code est modifié par le remplacement du mot «lieutenant-gouverneur» par les mots «ministre des affaires municipales».

Art. 28

Id.,
a. 392f,
mod.

L'article 392f dudit code, édicté par l'article 5 du chapitre 65 des lois de 1963 (1^{re} session), modifié par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1974, l'article 7 du chapitre 81 des lois de 1974 et l'article 22 du chapitre 82 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant:

«*g*) pour exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision, que des rues y soient prévues ou non, que le propriétaire cède à la corporation locale, pour fins de parcs ou de terrains de jeux, une superficie de terrain n'excédant pas dix pour cent du terrain compris dans le plan, et situé à un endroit qui, de l'avis du conseil, convient pour l'établissement de parcs ou de terrains de jeux, ou exiger du propriétaire, au lieu de cette superficie de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas dix pour cent de la valeur réelle du terrain compris dans le plan, et ce, nonobstant l'application de l'article 21 de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50). Le produit de ce paiement doit être versé dans un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat ou à l'aménagement de terrains à des fins de parcs et de terrains de jeux et les terrains cédés à la corporation locale en vertu du présent paragraphe ne peuvent être utilisés que pour des parcs ou des terrains de jeux;».

Art. 29

Id.,
a. 392h,
aj.

Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 392g, du suivant:

«**392h.** La corporation de comté peut, chaque fois que lui en fait la demande par résolution une corporation locale du territoire sous sa juridiction, fournir à cette corporation locale l'un ou l'autre des services suivants:

a) la confection, la préparation et la mise en application d'un plan directeur ainsi que d'un règlement de zonage, de lotissement ou de construction;

b) l'engagement, la rémunération et la mise en disponibilité du personnel compétent pour les fins du paragraphe *a*.

Lorsqu'elle agit en vertu du premier alinéa, la corporation de comté possède tous les pouvoirs d'une corporation locale quant à la

compétence exercée et ses officiers agissent sous leurs noms ordinaires et avec les mêmes privilèges, droits et obligations que si cette corporation et ces officiers étaient la corporation et les officiers locaux.

Les dépenses inhérentes à l'application du présent article peuvent être imposées et budgétisées selon les articles 681 et 681*a*, sauf l'obligation de la corporation de comté de ne les répartir que sur les corporations locales qui en bénéficient. Cependant, ces dépenses peuvent en outre être partagées selon tout critère dont peuvent convenir les corporations municipales en cause.

Pour les fins du présent article, une corporation qui cesse de faire partie d'un comté municipal continue d'en faire partie au même titre et avec les mêmes droits et obligations, à moins qu'elle ne cesse d'en faire partie par suite de son annexion ou de sa fusion avec une municipalité ne faisant pas partie de ce comté municipal; dans ce dernier cas, les conditions de la cessation de la fourniture de services sont décidées d'un commun accord entre les parties ou, à défaut d'accord, par la Commission municipale du Québec. »

Art. 30

Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 393, de la sous-section et des articles suivants:

C.m.,
aa. 393a-
393f, aj.

«3.—*De certaines normes minimales en matière d'utilisation du sol*

«**393a.** 1. La corporation de comté peut, par règlement:

a) prescrire la superficie minimale et les dimensions minimales des lots lors d'une subdivision ou d'une redivision, compte tenu soit de la nature du sol, soit de la proximité d'un ouvrage public, soit de l'existence ou, selon le cas, de l'absence d'installations septiques ou d'un service d'aqueduc ou d'égout sanitaire;

b) réglementer ou prohiber la division, la subdivision, la construction ou certains ouvrages, compte tenu soit de l'emplacement du terrain, soit de la proximité d'un cours d'eau ou d'un lac, soit des dangers d'inondation, d'éboulis, de glissement de terrain ou d'autres cataclysmes, toute prohibition faite en vertu du présent sous-paragraphe pouvant être totale ou ne viser que certaines catégories d'immeubles que détermine le règlement;

c) réglementer l'emplacement et l'implantation des maisons mobiles et des roulottes;

d) déterminer les utilisations du sol et les opérations réglementées en vertu du présent article pour lesquelles un permis doit

être obtenu et fixer les droits exigibles par la corporation de comté pour la délivrance d'un tel permis.

2. Le ministre des affaires municipales peut ordonner à une corporation de comté d'adopter un règlement disposant sur l'un ou l'autre des objets prévus au paragraphe 1. Cette ordonnance prend effet à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le règlement adopté suivant l'ordonnance prévue au présent paragraphe n'entre en vigueur qu'après son approbation, avec ou sans modification, par le ministre des affaires municipales et sous réserve des autres dispositions de la loi.

À défaut par la corporation de comté d'adopter ou de transmettre le règlement prescrit au ministre des affaires municipales dans les douze mois suivant l'ordonnance de ce dernier, celui-ci peut édicter lui-même les dispositions nécessaires à l'accomplissement de cette ordonnance. Le ministre fait publier sa décision selon les articles 349 et 366 du Code municipal, *mutatis mutandis* et, le cas échéant, cette décision a les mêmes effets, à tous égards, que si elle avait été adoptée par le conseil de comté en vertu d'un règlement requérant et ayant reçu l'approbation du ministre des affaires municipales.

3. Le ministre des affaires municipales peut exercer les pouvoirs que lui confère le paragraphe 2 même à l'endroit d'une corporation de comté dans le territoire de laquelle un règlement a été adopté ou promulgué en vertu du présent article.

4. Le secrétaire-trésorier de la corporation de comté doit, dès l'entrée en vigueur d'un règlement adopté ou promulgué en vertu du présent article, en faire parvenir, sans frais, copie certifiée au secrétaire-trésorier de chaque corporation locale faisant partie de la corporation de comté.

«**393b.** Toute disposition d'un règlement municipal incompatible avec les règlements prévus à l'article 393a est inopérante.

«**393c.** Il est du devoir de chaque corporation de comté de faire exécuter, dans son territoire, par l'un de ses officiers que désigne le conseil, les règlements adoptés en vertu de l'article 393a et aucun permis de lotissement ou de construction ne peut être délivré si le plan de division ou de subdivision ou le projet de construction n'est pas conforme à ces règlements.

«**393d.** La Cour supérieure peut, sur requête d'une corporation de comté, ordonner la cessation de toute utilisation du sol non conforme aux règlements visés à l'article 393a, prononcer la nullité de quelque opération entreprise à l'encontre de ces règlements ou

ordonner la démolition ou la remise en état, aux frais du propriétaire du terrain, de toute construction faite à l'encontre de ces règlements.

«**393e.** La corporation de comté est habilitée à faire l'application des règlements prévus à l'article 429*b* de la Loi des cités et villes dans le territoire d'une municipalité qui ne fait pas partie de cette corporation de comté, y compris une cité ou une ville, moyennant la signature d'une entente à cet effet avec une telle municipalité. Cette habilitation est exclusive de la compétence que possède, quant aux objets de l'entente, toute municipalité dans le territoire de laquelle la corporation de comté est habilitée.

Cette entente doit contenir toutes les modalités relatives à son exécution et elle doit être confirmée par règlement du conseil de chaque corporation qui en est partie. Le cas échéant, la corporation de comté possède tous les pouvoirs d'une corporation locale quant aux objets visés par l'entente et ses officiers agissent sous leurs noms ordinaires et avec les mêmes privilèges, droits et obligations que si cette corporation et ces officiers étaient la corporation et les officiers locaux.

Il ne peut être mis un terme à une entente conclue en vertu du présent article que selon les modalités prévues dans ladite entente ou, à défaut de ces modalités, que selon les formalités prévues au deuxième alinéa, *mutatis mutandis*.

Le présent article a effet à l'encontre de toute loi spéciale applicable à une municipalité.

«**393f.** La présente sous-section ne s'applique pas dans le territoire d'une corporation municipale faisant partie d'une communauté urbaine ou régionale.

Ne peut prendre part au vote suivant la mise aux voix du règlement prévu à l'article 393*a* le maire d'une corporation locale visée au premier alinéa.»

Art. 31

Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 404*b*, du C.m.,
a. 404*c*, aj.
suivant:

«**404c.** 1. La corporation de comté est habilitée à exploiter un système de gestion des déchets ou une partie d'un tel système:

a) dans l'ensemble du territoire soumis à sa juridiction, moyennant la signature d'une entente à cet effet avec les deux tiers ou plus des corporations locales faisant partie de ce territoire;

b) dans le territoire des corporations locales dont le nombre est inférieur aux deux-tiers des corporations locales faisant partie de la municipalité de comté, moyennant la signature d'une entente à cet effet avec chacune de ces corporations locales dont le nombre est ainsi inférieur.

L'habilitation prévue au premier alinéa est exclusive de la compétence que possède, quant aux objets de l'entente, toute corporation locale dans le territoire de laquelle la corporation de comté est habilitée.

L'entente doit contenir toutes les modalités relatives à son exécution et elle doit être confirmée par règlement du conseil de chaque corporation qui en est partie. Ce règlement n'entre en vigueur qu'après son approbation par la Commission municipale du Québec et le ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement, sous réserve des autres dispositions de la loi. Au surplus, la corporation de comté est régie, quant aux objets de cette entente, par la Loi de la qualité de l'environnement (1972, chapitre 49).

2. Une municipalité qui ne fait pas partie de la corporation de comté, y compris une cité ou une ville, peut conclure une telle entente avec ladite corporation si cette dernière est déjà habilitée en vertu du paragraphe 1. Le troisième alinéa du paragraphe 1 s'applique à une entente conclue en vertu du présent paragraphe.

3. Chaque fois qu'une corporation de comté est partie à une entente conclue en vertu du présent article, elle succède aux droits, devoirs et obligations de toute corporation dans le territoire de laquelle elle devient habilitée, à l'égard de tout contrat de service liant cette dernière corporation sur quelque objet de l'entente.

4. Il ne peut être mis un terme à une entente conclue en vertu du présent article, à l'égard de quelque municipalité dans le territoire de laquelle la corporation de comté est habilitée, que selon les modalités prévues dans ladite entente aux fins de cette mise à terme, ou, à défaut de ces modalités, que selon les formalités et avec les approbations prévues aux paragraphes 1 et 2, *mutatis mutandis*. Les corporations locales qui ne sont pas parties à l'entente conclue en vertu du paragraphe 1 peuvent aussi être de celles qui accomplissent ces formalités. Cependant, le ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement peut, par ordonnance et aux conditions qu'il indique, mettre un terme à une entente. L'ordonnance du ministre peut viser une partie seulement des corporations municipales dans le territoire desquelles la corporation de comté est habilitée.

5. L'expression «système de gestion des déchets» employée dans le présent article a le sens que confère à cette expression le paragraphe 12° de l'article 1 de la Loi de la qualité de l'environnement.

6. Le présent article a effet à l'encontre de toute loi spéciale applicable à une municipalité. Il ne s'applique pas à une corporation locale partie avec une municipalité de cité ou de ville à une entente intermunicipale ayant pour objet l'une ou l'autre des compétences visées aux articles 404*a* et 404*b*, tant que dure cette entente et si cette dernière a pris effet avant l'accomplissement des formalités prévues au troisième alinéa du paragraphe 1.»

Art. 32

L'article 406 dudit code, modifié par l'article 1 du chapitre 99 ^{C.m.,} des lois de 1937, est de nouveau modifié par la suppression, dans le ^{a. 406,} premier alinéa, des mots «n'excédant pas deux piastres». ^{mod.}

Art. 33

L'article 408 dudit code, modifié par l'article 2 du chapitre 82 ^{Id., a. 408,} des lois de 1919/1920, l'article 25 du chapitre 48 des lois de 1921, ^{mod.} l'article 1 du chapitre 69 des lois de 1926, l'article 11 du chapitre 74 des lois de 1927, l'article 14 du chapitre 94 des lois de 1928, l'article 15 du chapitre 103 des lois de 1930, l'article 6 du chapitre 114 et l'article 1 du chapitre 116 des lois de 1930/1931, l'article 5 du chapitre 103 des lois de 1931/1932, l'article 1 du chapitre 85 des lois de 1934, l'article 2 du chapitre 24 et l'article 5 du chapitre 108 des lois de 1935, l'article 2 du chapitre 100 des lois de 1937, l'article 14 du chapitre 69 des lois de 1941, l'article 2 du chapitre 48 des lois de 1943, l'article 3 du chapitre 46 des lois de 1944, l'article 6 du chapitre 55 des lois de 1946, l'article 63 du chapitre 59 des lois 1949, l'article 4 du chapitre 42 des lois de 1955/1956, l'article 32 du chapitre 86 des lois de 1968, l'article 136 du chapitre 49 des lois de 1972, l'article 91 du chapitre 38 des lois de 1973 et l'article 25 du chapitre 82 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 3 par le suivant:

«3. *a.* Pour exiger, en sus de toute taxe pour l'établissement ou l'entretien d'aqueducs, d'égouts, de puits ou de réservoirs, une compensation pour l'eau ou pour le service d'égout, d'après un tarif qu'elle juge convenable, de tout propriétaire, locataire ou occupant d'une maison, magasin ou autre bâtiment, que ces derniers se servent de l'eau ou des égouts ou ne s'en servent pas, si, dans ce dernier cas, le conseil leur a signifié qu'il est prêt à amener l'eau ou les égouts, à ses frais, jusqu'à l'alignement de la rue en face de leurs maisons, magasins ou bâtiments;»;

b) par l'insertion, après le paragraphe 5*a*, du paragraphe suivant:

«5aa. Pour prescrire que les poteaux et autres installations de support, bien que propriété d'une seule personne, doivent, dans toute l'étendue de la municipalité, ou dans la section ou les sections que le conseil désigne, être utilisés en commun par toute entreprise de téléphone, de télégraphe, de distribution d'électricité, de câblodistribution et par tout autre service.

Les règlements décrétant l'utilisation conjointe entrent en vigueur et ont leur effet à compter de leur approbation, avec ou sans modification, par la Régie des services publics.

Il y a appel à la Régie des services publics, à l'instance de toute partie intéressée, de toute résolution, de toute décision et de tout acte quelconque de la corporation, dans toute affaire se rapportant à l'utilisation conjointe.

Cet appel doit, sous peine de déchéance, être interjeté dans les trente jours de la date de la réception, par la partie intéressée, d'un avis annonçant le fait appelable.

Si l'avis est transmis par la poste, il est réputé reçu dès sa mise à la poste.

L'appel est formé au moyen d'une inscription déposée entre les mains du secrétaire de la Régie des services publics; avis doit en être signifié à la partie adverse ou à son procureur.

Tout litige qui survient à l'occasion de l'utilisation conjointe, entre parties intéressées, doit être soumis à la Régie des services publics.»

Art. 34

C.m.,
aa. 443a-
443f, aj.

Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 443, du titre et des articles suivants:

«TITRE XVII A

«DES FONDS DE PENSION

«443a. Une corporation locale ou de comté peut, par règlement, établir et maintenir, aux conditions édictées dans le règlement, un fonds de pension de retraite au bénéfice des fonctionnaires et employés à plein temps de la corporation ou participer à un tel fonds de retraite; faire à cette fin, s'il y a lieu, toute entente avec une compagnie d'assurance sur la vie ou avec une compagnie de fiducie ou avec une corporation ou un gouvernement émettant

des rentes viagères; accorder des subventions pour l'établissement et le maintien de ce fonds; déterminer l'âge maximum que devront avoir les fonctionnaires et employés, leur part contributive au fonds de pension; constituer une commission dont les membres sont choisis parmi les membres du conseil et les fonctionnaires ou employés bénéficiant du règlement, pour administrer le fonds de pension et déterminer les règlements de régie interne de cette commission; faire assumer par la corporation les contributions requises pour permettre à ces fonctionnaires et employés de faire compter, pour les fins de pension, leurs années antérieures de service, et emprunter les sommes nécessaires à cette fin par le règlement créant le fonds de pension.

«**443b.** Le conseil, sur demande de l'office municipal d'habitation, formulée par résolution approuvée par la majorité de ses employés, inclut dans le champ d'application d'un règlement visé à l'article 443a les employés de l'office; celui-ci retient sur le salaire ou le traitement de ses employés leur part contributive audit fonds, pour ensuite la verser au conseil en même temps que sa propre part contributive. Le conseil décrète cette intégration par un règlement prévoyant toutes les modalités d'application requises.

«**443c.** Un règlement établissant un fonds de pension de retraite ne requiert que l'approbation de la majorité des fonctionnaires et employés visés par le règlement et celle de la Commission municipale du Québec même si le règlement décrète un emprunt.

Tout règlement modifiant ou abrogeant un règlement pour établir un fonds de pension de retraite n'entre en vigueur qu'après son approbation par la Commission municipale du Québec et par la Régie des rentes du Québec.

La Loi des régimes supplémentaires de rentes (1965, 1^{re} session, chapitre 25) s'applique à tout fonds de pension de retraite visé par le présent titre.

«**443d.** Les fonds accumulés dans un fonds de pension de retraite établi et maintenu par une corporation et accumulés au crédit d'un fonctionnaire ou employé qui passe à l'emploi d'une autre corporation municipale ayant établi un tel fonds sont transférables, à la demande de ce fonctionnaire ou employé, aux conditions fixées par la Régie des rentes du Québec. Les bénéfices sociaux accumulés au crédit de ce fonctionnaire ou employé sont aussi transférables à la seule demande de ce dernier.

Les bénéfices sociaux prévus à l'alinéa précédent comprennent ceux qui sont accumulés dans une caisse, un plan ou un fonds administré par l'employeur, par l'employeur et les employés ou par un tiers pour le compte de fonctionnaires et employés municipaux.

«**443e.** Une corporation locale ou de comté peut, par règlement, prendre sur la vie de tous ses fonctionnaires et employés ou de toute catégorie spéciale de fonctionnaires ou employés que le règlement détermine, des polices d'assurance suivant le système connu sous le nom «d'assurance collective» et payer, en totalité ou en partie, la prime nécessaire à même les fonds généraux de la corporation; payer, en totalité ou en partie, à l'acquit de ses fonctionnaires et employés, à même les fonds généraux de la corporation, la prime nécessaire à tout plan d'assurance collective se rapportant à des frais médicaux, chirurgicaux et hospitaliers pour eux et pour leurs dépendants; payer, en totalité ou en partie, à même les fonds généraux de la corporation, pour et au profit de ses fonctionnaires et employés, la prime nécessaire à tout régime collectif d'assurance salaire pour cause de maladie ou d'invalidité.

La corporation, sur demande de l'office municipal d'habitation, formulée par résolution, inclut dans le champ d'application d'un règlement visé à l'alinéa précédent les employés de l'office; ce dernier retient sur le salaire ou le traitement de ses employés leur part contributive audit fonds, pour ensuite la verser à la corporation en même temps que sa propre part contributive. La corporation décrète cette intégration par un règlement prévoyant toutes les modalités d'application requises.

«**443f.** Une corporation locale ou de comté peut, par règlement, pourvoir au rachat du montant des jours de maladie accumulés par ses employés et fonctionnaires.»

Art. 35

C.m.,
a. 549a, aj. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 549, de l'article suivant:

«**549a.** Toute corporation locale peut adopter un règlement pour obliger quiconque projetée de déplacer un immeuble par une rue, une ruelle, une place, une voie de communication ou un chemin public établi dans la municipalité à obtenir un permis préalable et pour soumettre l'octroi de ce permis au dépôt en garantie d'un montant estimé provisoirement suffisant en vue d'assurer la compensation des dommages pouvant éventuellement être encourus par la corporation en raison de ce déplacement.»

Art. 36

Id., rub.
du titre
XX, mod.

La rubrique du Titre XX dudit code est modifiée par l'addition, à la fin, des mots «ET DE L'ADJUDICATION PAR CELLES-CI DE CONTRATS POUR LA FOURNITURE DE MATÉRIEL ET DE SERVICES».

Art. 37

L'article 625 dudit code est remplacé par les suivants:

C.m.,
a. 625,
remp.

«**625.** 1. À moins qu'il ne comporte une dépense inférieure à \$10,000, tout contrat pour l'exécution de travaux ou la fourniture de matériel ou de matériaux ou pour la fourniture de services autres que des services professionnels ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publiques par annonce dans un journal.

Aux fins du présent paragraphe, un contrat pour la fourniture de matériel s'entend aussi de tout contrat de location d'équipement par la municipalité assorti d'une option d'achat.

2. Le délai pour la réception des soumissions ne doit pas être inférieur à huit jours.

3. Les soumissions ne seront demandées et les contrats qui peuvent en découler ne seront accordés que suivant l'une ou l'autre des bases suivantes:

- a) à prix forfaitaire;
- b) à prix unitaire.

4. Toute les soumissions doivent être ouvertes publiquement en présence d'au moins deux témoins, aux date, heure et lieu mentionnés dans la demande de soumissions.

5. Tous ceux qui ont soumissionné peuvent assister à l'ouverture des soumissions.

6. Les noms des soumissionnaires et leur prix respectif doivent être déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions.

7. Le conseil ne peut, sans l'autorisation préalable du ministre des affaires municipales, accorder le contrat à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse.

8. Toutefois, si pour satisfaire aux conditions d'octroi d'une subvention gouvernementale, il est nécessaire que le contrat soit accordé à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse, le conseil peut, sans l'autorisation du ministre, accorder le contrat à la personne dont la soumission est la plus basse parmi celles qui satisfont à ces conditions, si cette soumission a été faite dans le délai fixé.

9. Peut être déclaré inhabile à exercer une charge municipale pendant deux ans et tenu personnellement responsable envers la corporation de toute perte ou dommage subi par elle, le membre d'un conseil qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise ou effectue:

a) l'adjudication ou la passation, sans soumissions publiques, d'un contrat assujetti à cette formalité en vertu du paragraphe 1; ou

b) l'adjudication ou la passation d'un contrat à l'encontre des prescriptions du paragraphe 7.

La responsabilité prévue au premier alinéa du présent paragraphe est solidaire et elle s'applique à tout fonctionnaire de la corporation qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

La poursuite en déclaration d'incapacité s'exerce conformément aux articles 838 à 843 du Code de procédure civile; celle en réparation de perte ou de dommage, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours.

Le présent article prévaut sur toute disposition inconciliable de l'article 829.

«**625a.** L'adjudication de tout contrat pour l'exécution de travaux ou la fourniture de matériel ou de matériaux ou pour la fourniture de services autres que des services professionnels, et comportant une dépense excédant \$1,000 mais inférieure à \$10,000, doit être précédée d'une demande de soumissions faite par voie d'invitation auprès d'au moins deux entrepreneurs ou, selon le cas, deux fournisseurs.

Aux fins du présent article, un contrat pour la fourniture de matériel s'entend aussi de tout contrat de location d'équipement assorti d'une option d'achat.

«**625b.** Dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population ou à détériorer sérieusement les équipements municipaux, le chef du conseil peut décréter toute dépense qu'il juge nécessaire et octroyer tout contrat nécessaire pour remédier à la situation. Dans ce cas, le chef du conseil doit faire un rapport motivé au conseil dès la première séance qui suit. Cependant, dans le cas d'une corporation de comté dotée d'un comité administratif, et si ce comité siège avant la première séance du conseil qui suit, le préfet fait un rapport motivé à ce comité. Le rapport du préfet est alors déposé au conseil dès la première séance qui suit.»

Art. 38

L'article 629 dudit code est remplacé par le suivant:

C.m.,
a. 629,
remp.

«**629.** Lorsqu'un ouvrage est sous la direction des délégués de comté, l'avis est publié et le contrat est adjugé et passé, d'après les instructions du bureau des délégués, et sous réserve des articles 625 et 625a, par la corporation du comté où a été prise l'initiative de l'ouvrage en question.»

Art. 39

Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 633, du ^{C.m.,} titre et de l'article suivants: ^{a. 633a, aj.}

«TITRE XX A

«DES PRÉVISIONS DES REVENUS ET DES DÉPENSES

«**633a.** 1. Le conseil de toute corporation locale doit, entre le 15 novembre et le 30 décembre de chaque année, préparer et adopter le budget de la corporation pour la prochaine année financière et y prévoir des revenus au moins égaux aux dépenses qui y figurent.

2. Le ministre des affaires municipales peut décréter le contenu d'un document que doit certifier le secrétaire-trésorier, et qui doit être annexé au budget de la municipalité dès son dépôt et le demeurer.

Le document visé dans l'alinéa précédent est dressé d'après un formulaire que prescrit le ministre.

3. Le budget de la corporation doit être transmis au ministre des affaires municipales au cours du premier mois de l'année financière avec laquelle ce budget coïncide.

Le ministre peut décréter que cette transmission se fait au moyen d'un formulaire qu'il fournit à cette fin.

Sur preuve suffisante que la municipalité a été dans l'impossibilité en fait de préparer, d'adopter et de mettre en vigueur ou de transmettre son budget dans le délai prévu, le ministre peut accorder à cette fin tout délai additionnel qu'il fixe.»

Art. 40

L'article 681 dudit code est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: «Les arrérages sur cette part portent intérêt à compter de son exigibilité selon le taux annuel fixé par le conseil de comté ou, à défaut, à raison de cinq pour cent l'an.» ^{Id., a. 681,} ^{mod.}

Art. 41

L'article 681a dudit code, édicté par l'article 28 du chapitre 82 des lois de 1975, est remplacé par le suivant: ^{Id.,} ^{a. 681a,} ^{remp.}

«**681 a.** Chaque année, à l'époque fixée selon le deuxième alinéa de l'article 112, le conseil de comté doit faire l'estimation de ses dépenses et de ses revenus pour la prochaine année financière. Le secrétaire-trésorier doit faire tenir copie de ces estimations au ministre des affaires municipales et à chaque corporation locale du comté au plus tard le 30 novembre suivant leur confection. Cette copie doit être accompagnée d'une prévision de la répartition qui sera imposée à chaque corporation locale en vertu de l'article 682.»

Art. 42

C.m.,
a. 696b, aj. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 696a, de l'article suivant:

«**696b. 1.** En plus de toute taxe foncière qu'il peut imposer et prélever sur un terrain vague desservi, le conseil peut imposer et prélever annuellement sur un tel terrain une surtaxe équivalente à cinquante pour cent du total des taxes foncières municipales imposées la même année sur ce terrain et auxquelles taxes est assujetti l'ensemble des immeubles imposables situés dans la municipalité.

Au sens du présent article, l'expression «terrain vague desservi» signifie un terrain:

a) sur lequel il n'y a pas de bâtiment ou sur lequel il y a un bâtiment dont la valeur foncière est inférieure à dix pour cent de la valeur foncière du terrain d'après le rôle d'évaluation en vigueur; et

b) qui est adjacent à une rue publique en bordure de laquelle les services d'aqueduc et d'égout sanitaire sont disponibles.

Cette surtaxe est assimilée, à tous égards, à la taxe foncière générale de la municipalité, sous réserve du présent article. Elle s'applique à compter de la première année financière de la municipalité pour laquelle, selon le rôle d'évaluation en vigueur, un terrain est inscrit comme faisant partie de la catégorie susdite le jour de l'entrée en vigueur du rôle.

2. N'est pas assujetti à la surtaxe prévue au paragraphe 1:

a) la ferme et le boisé au sens de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50);

b) le terrain utilisé de façon continue à des fins d'habitation ou exploité de façon continue à des fins industrielles ou commerciales autres que le commerce du stationnement;

c) le terrain appartenant à une entreprise de chemin de fer et sur lequel il y a une voie ferrée;

d) le terrain utilisé pour les lignes aériennes de transmission d'énergie électrique;

e) le terrain sur lequel la construction est interdite en vertu de la loi ou d'un règlement.»

Art. 43

L'article 700 dudit code, modifié par l'article 21 du chapitre 88 des lois de 1929, l'article 1 du chapitre 100 des lois de 1930, l'article 1 du chapitre 120 des lois de 1930/1931 et l'article 6 du chapitre 48 des lois de 1943, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant: C.m.,
a. 700,
mod.

«Ces droits ou taxes ne doivent, dans aucun cas, excéder en totalité la somme de trois cents piastres.»

Art. 44

L'article 703a dudit code, édicté par l'article 1 du chapitre 121 des lois de 1930/1931, est remplacé par le suivant: Id.,
a. 703a,
remp.

«**703a.** Nonobstant les dispositions des articles 700 et 701, toute corporation locale peut imposer et prélever une licence ou un permis annuel ne dépassant pas trois cents piastres sur les marchands faisant affaires dans la municipalité et n'y résidant pas ou y résidant depuis moins de trois mois et dont le nom n'est pas inscrit au rôle d'évaluation comme propriétaire d'immeubles mais occupant temporairement un local, et ce, sans être tenue d'imposer une taxe ou un permis à ceux qui résident depuis plus de trois mois.»

Art. 45

L'article 716 dudit code, modifié par l'article 1 du chapitre 101 des lois de 1937, l'article 12 du chapitre 71 des lois de 1949 et l'article 31 du chapitre 82 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa, par les suivants: Id.,
a. 716,
mod.

«**716.** Le rôle de perception ne peut être complété tant que le budget de la corporation n'a pas été adopté et transmis au ministre des affaires municipales.

Le secrétaire-trésorier, dès que le rôle de perception est complété, donne un avis public dans lequel il annonce que le rôle général de perception ou le rôle spécial, suivant le cas, est déposé à son bureau et qu'il sera procédé à l'envoi des comptes de taxes dans le délai imparti.»

Art. 46

C.m.,
a. 717,
mod.

L'article 717 dudit code, modifié par l'article 17 du chapitre 94 des lois de 1928, remplacé par l'article 7 du chapitre 46 des lois de 1944 et modifié par l'article 32 du chapitre 82 des lois de 1975, est de nouveau modifié par la suppression du dernier alinéa.

Art. 47

Id.,
a. 760a,
mod.

L'article 760a dudit code, édicté par l'article 27 du chapitre 59 des lois de 1919, est modifié par la suppression du paragraphe 2.

Art. 48

Id.,

Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 760a, de a. 760b, aj. l'article suivant:

«**760b.** Le conseil d'une corporation municipale peut, par résolution, mandater le ministre des affaires municipales pour recevoir et ouvrir les soumissions prévues à l'article 760a, pour cette corporation et au nom de celle-ci.

Le cas échéant, les soumissions doivent être envoyées ou déposées à l'endroit déterminé par le ministre, dont notification est faite par lui au secrétaire-trésorier de la corporation en même temps que celle du jour et de l'heure fixés pour l'ouverture des soumissions.

Aux fins du présent article, le ministre peut agir par un représentant qu'il désigne.

La résolution visée au premier alinéa lie le ministre dès qu'il en a reçu copie certifiée et jusqu'à la réception par lui d'une copie certifiée d'une résolution contraire.»

Art. 49

Id., a. 772,
mod.

L'article 772 dudit code, remplacé par l'article 38 du chapitre 82 des lois de 1975, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**772.** Peut être déclaré inhabile à exercer une charge municipale pendant deux ans et tenu personnellement responsable envers la corporation de toute perte ou dommage subi par elle, le membre d'un conseil qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise la corporation à contracter ou contracte au nom de celle-ci un emprunt excédant le montant approuvé ou un emprunt non

revêtu de l'une quelconque des approbations prévues au présent titre, lorsque telle approbation est requise par la loi.»

Art. 50

L'article 784a dudit code, édicté par l'article 10 du chapitre 81 des lois de 1974 et modifié par l'article 39 du chapitre 82 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement des sept premières lignes du premier alinéa du paragraphe 5, par ce qui suit: C.m., a. 784a, mod.

«5. Peut être déclaré inhabile à exercer une charge municipale pendant deux ans et tenu personnellement responsable envers la corporation de toute perte ou dommage subi par elle, le membre d'un conseil qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise:».

Art. 51

Les corporations municipales régies par le Code municipal ont toujours eu le pouvoir d'établir et de maintenir des fonds de pension tels que ceux visés dans les articles 443a à 443c dudit code édictés par la présente loi. Fonds de pension.

Nulle action en nullité ou en cassation ne peut être intentée à l'égard de tels fonds établis et maintenus avant le 15 décembre 1977, soit pour défaut de juridiction, soit pour inobservation des formalités prescrites par lesdits articles 443a à 443c, avant l'expiration d'un an suivant la date susdite. Délai pour intenter action.

Au surplus, le fonds de pension revêtu des approbations requises avant l'expiration du délai d'un an prévu à l'alinéa précédent est réputé avoir pris valablement effet au moment de son établissement. Approba-tions requises.

Les règles ci-dessus s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux pouvoirs de réglementation conférés aux corporations municipales en vertu des articles 443e et 443f du Code municipal édictés par l'article 34 de la présente loi. Règles applicables.

Art. 52

La charge de maire ou de conseiller devenue vacante avant le 15 décembre 1977 est comblée selon la loi en vigueur au moment où est survenue cette vacance. Charge vacante avant le 15 décembre 1977.

Art. 53

L'article 9 a effet à compter du 1^{er} janvier 1977.

Effet.

Budget
annuel
de 1979.

La première année financière en vue de laquelle le budget doit être préparé et adopté en vertu de l'article 633*a* du Code municipal édicté par l'article 39 de la présente loi, et en vue de laquelle l'estimation des dépenses et des revenus doit être faite en vertu de l'article 681*a* dudit code remplacé par l'article 41 de la présente loi, est l'année financière 1979. L'article 13 de la présente loi a effet à compter du mois de novembre 1978.

Art. 54

Entrée en
vigueur.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception de l'article 37, lequel entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.



CHAPTER 53

An Act to amend the Municipal Code

[Assented to 15 December 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée nationale du Québec, enacts as follows:

1. The Municipal Code is amended by adding, after article 5, M.C.,
a. 5a,
added. the following article:

“5a. Every local corporation shall have all the powers required to acquire, construct and equip immoveables in the municipality which may be leased or disposed of by onerous title, in all or in part, for the benefit of a public establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48).

To be valid and binding on the corporation and on the establishment, the lease or, as the case may be, the deed of conveyance must be previously approved by the Commission municipale du Québec.”

2. Article 16 of the said Code, amended by section 1 of chapter 99 of the statutes of 1922 (1st session), section 1 of chapter 83 of the statutes of 1923/1924, section 1 of chapter 103 of the statutes of 1938, section 1 of chapter 69 of the statutes of 1942 and by section 58 of chapter 59 of the statutes of 1949, is again amended by replacing paragraph 18 by the following paragraph: Id., a. 16,
am.

“18. The word “appointment” means and includes every election by the electors or by the council, and every appointment by the Ministre des affaires municipales or by the municipal council, whenever, by the terms of the context it does not refer specially to one of such cases. This provision applies to the word “appoint” and its derivatives;”

M.C.,
a. 28, am.

3. Article 28 of the said Code, replaced by section 1 of chapter 103 of the statutes of 1930 and amended by section 1 of chapter 87 of the statutes of 1971, is again amended by replacing the words "Lieutenant-Governor" in the first line by the words "Ministre des affaires municipales".

Id., a. 35,
am.

4. Article 35 of the said Code, amended by section 1 of chapter 81 of the statutes of 1917/1918, section 2 of chapter 34 of the statutes of 1926, section 2 of chapter 103 of the statutes of 1930, section 2 of chapter 69 of the statutes of 1941 and section 2 of chapter 87 of the statutes of 1971, is again amended by replacing the first paragraph by the following paragraphs:

"35. The Government may, upon the application of the interested parties, erect village and rural municipalities or divide them.

The Ministre des affaires municipales may, upon the application of the interested parties, annex such municipalities, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns, or villages."

Id., a. 38,
am.

5. Article 38 of the said Code, amended by section 15 of chapter 20 of the statutes of 1917/1918, is again amended by striking out the words "to the Lieutenant-Governor" in the first paragraph.

Id., a. 41,
replaced.

6. Article 41 of the said Code, amended by section 16 of chapter 20 of the statutes of 1917/1918 and by section 1 of chapter 74 of the statutes of 1950, is replaced by the following article:

"41. When an application for the erection, the division, the annexation or the alteration of the boundaries of a municipality is made under article 35, the Ministre des affaires municipales must give information thereof to the county corporation interested, and to every local corporation whose boundaries will be affected thereby, and call upon them to make known to him their objections, if any they have, within a delay of three months; and he may make all necessary inquiries relating thereto, in order to ascertain the facts."

Id., a. 42,
replaced.

7. Article 42 of the said Code, amended by section 3 of chapter 69 of the statutes of 1941 and by section 1 of chapter 74 of the statutes of 1950, is replaced by the following article:

"42. At the expiration of such delay, the Government or, as the case may be, the Ministre des affaires municipales, if it or he approves of it, orders the erection, division, annexation, or altera-

tion applied for, by a proclamation published in the *Gazette officielle du Québec*, which comes into force on the first of January following."

8. Article 49a of the said Code, enacted by section 2 of chapter 82 of the statutes of 1975, is amended by replacing the fourth paragraph by the following paragraph:

"The Ministre des affaires municipales may approve the annexation by-law, with or without amendment, after receiving the report of the Commission."

9. Article 77 of the said Code, replaced by section 1 of chapter 65 of the statutes of 1963 (1st session) and section 3 of chapter 86 of the statutes of 1968, and amended by section 3 of chapter 81 of the statutes of 1974 and section 3 of chapter 82 of the statutes of 1975, is again amended:

(a) by replacing the first three paragraphs by the following paragraphs:

"**77.** Every local corporation shall pay to the mayor, as remuneration for all his services to it in every capacity and to indemnify him for a portion of the expenses attaching to his office, a minimum annual sum computed according to the population of the municipality at a rate of \$0.55 per inhabitant for the first five thousand inhabitants and \$0.50 for each of the remainder. For computing the remuneration, the population figure shall be increased by the product of 1.25 and the number of vacation dwellings situated in the municipality and used intermittently for recreation purposes, as listed in an annual statement certified by the secretary-treasurer. The difference between the remuneration established on the basis of the increased population and the basic remuneration to which the mayor would be entitled without such increase shall not, however, exceed \$1,300, nor shall it exceed the amount of the basic remuneration if that is less than \$1,300.

Nevertheless, the mayor shall in no case so receive an annual sum of less than \$275.

The corporation shall pay for the same purposes to each councillor a minimum annual sum computed according to the population of the municipality at a rate of \$0.157 per inhabitant for the first five thousand and \$0.143 for each of the remainder. Moreover, the computation of the remuneration is done in the manner indicated in the first paragraph, except that the difference between the remuneration established on the basis of the increased population and the basic remuneration shall not exceed \$390, nor shall it exceed the amount of the basic remuneration if that is less than \$390.

Nevertheless, no councillor shall, in any case, receive an annual sum of less than \$90.”;

(b) by replacing the figure “1975” in the last line of the last paragraph by the figure “1977”.

M.C., a. 80,
am.

10. Article 80 of the said Code, amended by section 1 of chapter 100 of the statutes of 1922 (1st session) and section 1 of chapter 84 of the statutes of 1922 (2nd session), is again amended by replacing the first paragraph by the following paragraph:

“**80.** The local council is composed of a mayor and six councillors elected by the electors of the municipality or, as the case may be, appointed in accordance with article 238a.”

Id., a. 85,
am.

11. Article 85 of the said Code, amended by section 2 of chapter 74 of the statutes of 1927 and section 3 of chapter 50 of the statutes of 1954/1955, is again amended by replacing the second paragraph by the following paragraph:

“The mayor elected at the first general election held under article 246, or appointed under article 238a, holds office only until the time fixed by article 82 for the general election of the mayor, subject to articles 249 to 249f.”

Id., a. 108,
am.

12. Article 108 of the said Code, amended by section 20 of chapter 20 of the statutes of 1917/1918, is again amended by replacing the fifth paragraph by the following paragraph:

“If the mayor or the councillors, or any of them, have been appointed in accordance with article 238a, such first sitting is held at the time and place fixed by the person to whom the letter was addressed announcing the appointment of such mayor or councillors.”

Id., a. 112,
replaced.

13. Article 112 of the said Code, amended by section 1 of chapter 81 of the statutes of 1934, is replaced by the following article:

“**112.** The ordinary or general sittings of the county council are held on the second Wednesday in each of the months of March, June and September, and on the third Wednesday in November or on any other juridical day of the same week fixed by by-law of the council; those of a local council are held on the first Monday in each month, unless otherwise provided by the council.

At the sitting held in November, the county council must, in particular, make the estimates provided for in article 681a.

Any thing which, before 15 December 1977, was required by this Code to be done by the county council at the sitting held

in December must, from that date, be done at the sitting held in November.”

14. Article 137 of the said Code is replaced by the following: M.C.,
a. 137,
replaced.

“**137.** Any municipal officer appointed by the Ministre des affaires municipales may be dismissed by the corporation whose officer he is, provided it be with the approval of the Ministre des affaires municipales.”

15. Article 150 of the said Code is replaced by the following Id., a. 150,
replaced.
article:

“**150.** The assistant secretary-treasurer, if one is appointed by the council, may perform all the duties of the office of the secretary-treasurer, with the same rights, powers and privileges, including those conferred by article 148*a*, and subject to the same obligations and penalties.

In case of a vacancy in the office of secretary-treasurer, the assistant secretary-treasurer must perform the duties of the office until the vacancy is filled.

The assistant secretary-treasurer appointed before 15 December 1977 remains governed by the provisions applicable to him before that date until he is appointed by the council in accordance with the first paragraph.”

16. The said Code is amended by inserting, after article 161, the following article: Id.,
a. 161*a*,
added.

“**161*a*.** The Ministre des affaires municipales after consultation with the Ministre des affaires culturelles may, by regulation:

(*a*) establish rules concerning the preservation and destruction of the documents in the custody of the secretary-treasurer;

(*b*) determine which of such documents may, on resolution of the council, be withdrawn from the custody of the secretary-treasurer and otherwise preserved, disposed of or destroyed, notwithstanding any contrary provision of law, subject, however, to the Cultural Property Act (1972, chapter 19);

(*c*) impose rules and conditions for the carrying out of subparagraph *b*.

The regulation adopted under this article comes into force on the day of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date fixed therein.

This article does not have the effect of preventing the carrying out of any order passed or that may be passed under section 6 of the Photographic Proof of Documents Act (Revised Statutes, 1964, chapter 280) referring to a municipal corporation governed by this Code.”

M.C.,
a. 238,
replaced.

17. Article 238 of the said Code, amended by section 10 of chapter 88 of the statutes of 1929 and section 2 of chapter 23 of the statutes of 1952/1953, and replaced by section 16 of chapter 86 of the statutes of 1968, is again replaced by the following articles:

“238. (1) When the office of mayor or councillor becomes vacant more than twelve months before the election fixed for that office by article 81 or 82 and by article 245, the presiding officer must, within eight days after the vacancy has occurred, begin election proceedings to fill that office by publishing the notice provided for in article 257. That election must be conducted in every respect, *mutatis mutandis*, as an election under this title.

If no person is nominated for election to the office of mayor, the councillors must, within fifteen days after the expiry of the delay fixed for the nomination of candidates, proceed in accordance with sub-article 2 of this article. If no person is nominated for election to the office of councillor, that office remains vacant for the remainder of the term for which the last holder thereof was elected or appointed.

(2) When the office of mayor becomes vacant within the twelve months preceding the election fixed for that office by articles 82 and 245, the councillors must, within fifteen days after the vacancy has occurred, elect one of their number to fill the office of mayor. Such election is by secret ballot and the secretary-treasurer proclaims elected the person who obtains a majority of the votes of the councillors present. If the votes are equally divided, the person presiding at the sitting shall exercise a casting vote, even if he has already voted and notwithstanding any contrary provision.

The acceptance by a councillor of the office of mayor ends his term of office as councillor.

When the office of councillor becomes vacant within the twelve months preceding the election fixed for that office by articles 82 and 245, that office remains vacant for the remainder of the term for which the last holder thereof was elected or appointed.

“238a. Whenever

(a) the election of the mayor and local councillors has not taken place within the time fixed by law or by the *Ministre des*

affaires municipales, or by the public notice if the election takes place after a contestation, or, the election having taken place, an insufficient number of members of the council have been elected, or

(b) by reason of vacancies, there remain fewer than four members of a local council in office,

the Ministre des affaires municipales may order an election held on the date fixed by him and presided by the person designated by him. If the election does not take place on the date so fixed, the Minister may either order that another election be held, and fix the date therefor, or personally make the appointments to the vacant offices or to one or another of the vacant offices.”

18. Article 248 of the said Code is replaced by the following article: M.C.,
a. 248,
replaced.

“**248.** Of the six councillors elected on such occasion, or appointed in accordance with article 238*a*,

1. Three must be replaced at the next general election;
2. The remaining three must be replaced at the same time in the following year; and so on, in such a manner that three local councillors must be elected or appointed each year.”

19. Article 249 of the said Code, amended by section 27 of Id., a. 249,
am. chapter 20 of the statutes of 1917/1918 and by section 2 of chapter 61 of the statutes of 1951/1952, is again amended by replacing the first paragraph by the following paragraph:

“**249.** The councillors mentioned in paragraph 1 of article 248 must be selected by lot, by the council, at a sitting thereof, in the month preceding that during which the next general election is to be held; in default thereof, the retiring councillors are chosen by lot, by the officer presiding at the election, in the presence of the electors, or, as the case may be, appointed in accordance with article 238*a*.”

20. Article 249*a* of the said Code, enacted by section 5 of Id.,
a. 249*a*,
am. chapter 50 of the statutes of 1954/1955 and amended by section 3 of chapter 42 of the statutes of 1955/1956, is again amended by replacing the words “Lieutenant-Governor in Council” wherever they appear by the words “Ministre des affaires municipales”.

21. Article 249*e* of the said Code, enacted by section 14 of Id.,
a. 249*e*,
am. chapter 82 of the statutes of 1975, is amended by replacing the words “Lieutenant-Governor in Council” wherever they appear by the words “Ministre des affaires municipales”.

M.C.,
a. 259, am. **22.** Article 259 of the said Code, amended by section 2 of chapter 100 of the statutes of 1922 (1st session) and replaced by section 2 of chapter 49 of the statutes of 1948, is again amended by striking out, in the last paragraph, the words “, subject to article 227*a* and provided it appears on the valuation roll that the candidate is the owner of an immoveable property entered on such roll at a value of at least three hundred dollars”.

Id.,
heading of
Title XII,
replaced. **23.** The heading of Title XII of the said Code, replaced by section 1 of chapter 77 of the statutes of 1947, is again replaced by the following:

“APPOINTMENTS BY THE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES”.

Id., a. 320,
replaced. **24.** Article 320 of the said Code, amended by section 5 of chapter 67 of the statutes of 1919/1920, section 23 of chapter 48 of the statutes of 1921, section 1 of chapter 85 of the statutes of 1922 (2nd session), section 7 of chapter 83 of the statutes of 1934, section 2 of chapter 77 of the statutes of 1947 and section 28 of chapter 86 of the statutes of 1968, is replaced by the following article:

“**320.** Appointments to municipal offices are made by the Ministre des affaires municipales, with the same effect as though made by the council, whenever a council has allowed the prescribed delays to expire without making the appointment of an officer which it is bound to make under this Code or any by-law, with the exception, however, of that of the secretary-treasurer.”

Id., a. 327,
repealed. **25.** Article 327 of the said Code, replaced by section 7 of chapter 77 of the statutes of 1947, is repealed.

Id., a. 328,
am. **26.** Article 328 of the said Code, amended by section 33 of chapter 20 of the statutes of 1918 and replaced by section 18 of chapter 77 of the statutes of 1947, is amended by striking out the words “by the Lieutenant-Governor or” in the first paragraph.

Id., a. 329,
am. **27.** Article 329 of the said Code is amended by replacing the words “Lieutenant-Governor” by the words “Ministre des affaires municipales”.

Id.,
a. 392*f*, am. **28.** Article 392*f* of the said Code, enacted by section 5 of chapter 65 of the statutes of 1963 (1st session), amended by section 2 of chapter 46 of the statutes of 1974, section 7 of chapter 81 of the statutes of 1974 and by section 22 of chapter 82 of the statutes of 1975, is again amended by replacing paragraph *g* by the following paragraph:

“(g) To require, as a condition precedent to the approval of a subdivision plan, whether it provide for streets or not, that the owner convey to the local corporation, for park or playground

purposes, an area of land not exceeding ten per cent of the land comprised in the plan and situated at a place which, in the opinion of the council, is suitable for the establishment of parks or playgrounds; or to exact from the owner, instead of such area of land, the payment of a sum not exceeding ten per cent of the actual value of the land comprised in the plan, and may do so notwithstanding the application of section 21 of the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50). The proceeds of such payment must be paid into a special fund which may be used only for the purchase or equipping of land for park and playground purposes and the land conveyed to the local corporation under this paragraph can only be used for parks or playgrounds;”.

29. The said Code is amended by inserting, after article 392*g*, the following article: M.C.,
a. 392*h*,
added.

“392*h*. The county corporation, whenever so requested by resolution of a local corporation of the territory under its jurisdiction, may provide that local corporation with any of the following services:

(*a*) preparing, making and carrying out a master plan or a zoning, subdivision or construction by-law;

(*b*) hiring, remunerating and providing qualified personnel for the purposes of subparagraph *a*.

When acting under the first paragraph, the county corporation has all the powers of a local corporation in respect of the jurisdiction exercised and its officers act under their ordinary titles and with the same privileges, powers and obligations as if such corporation and such officers were a local corporation and local officers.

The expenditures pertaining to the application of this article may be imposed and budgeted in accordance with articles 681 and 681*a*, with the reservation that the county corporation must apportion them only among the local corporations benefiting therefrom. Nevertheless, such expenditures may also be divided according to any other criterion agreed upon by the municipal corporations concerned.

For the purposes of this article, a corporation ceasing to form part of a municipal county continues to form part thereof in the same capacity and with the same rights and obligations, unless its ceasing to form part thereof is the result of its annexation to or amalgamation with a municipality not forming part of that municipal county; in the latter case, the conditions regarding the cessation of the provision of a service are decided by mutual agreement between the parties or, failing an agreement, by the Commission municipale du Québec.”

M.C.,
aa. 393a-
393f,
added.

30. The said Code is amended by inserting, after article 393, the following subsection and articles:

“ 3.—*Certain minimum standards pertaining to land use*

“393a. 1. The county corporation may, by by-law:

(a) prescribe the minimum area and the minimum dimensions of lots where lots are divided or subdivided, taking into account the nature of the soil, the proximity of public works, or the presence, or, as the case may be, the absence, of septic installations or of water and sanitary sewer services;

(b) regulate or prohibit division, subdivision, construction or certain works, taking into account the location of the landsite, the proximity of a watercourse or a lake, or the danger of flood, rock-fall, landslide or other disasters; any prohibition made under this paragraph may be total or contemplate certain classes only of immoveables determined by the by-law;

(c) regulate the location and installation of mobile homes and trailers;

(d) determine the land uses and the operations that are regulated under this article and for which a permit is required and fix the duties exigible by the county corporation for the issue of such a permit.

2. The Ministre des affaires municipales may order a county corporation to adopt a by-law regulating one or another of the objects contemplated in sub-article 1. Such order becomes effective from the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

The by-law adopted pursuant to the order provided for in this sub-article comes into force only after its approval, with or without amendment, by the Ministre des affaires municipales and subject to the other provisions of law.

If the county corporation fails to adopt or transmit the prescribed by-law to the Ministre des affaires municipales within twelve months of his ordering it, he himself may prescribe the provisions necessary for the carrying out of such order. The Minister shall cause his decision to be published in accordance with articles 349 and 366 of the Municipal Code, *mutatis mutandis* and, in that case, such decision shall have the same effect, in every respect, as if it had been rendered by the county council under a by-law requiring and having received the approval of the Ministre des affaires municipales.

(3) The Ministre des affaires municipales may exercise the powers conferred on him by sub-article 2 even in respect of a county corporation in the territory of which a by-law has been adopted or promulgated under this article.

(4) The secretary-treasurer of the county corporation must, from the coming into force of a by-law adopted or promulgated under this article, forward, free of charge, certified copies of it to the secretary-treasurer of each local corporation forming part of the county corporation.

“393b. Any provision of a municipal by-law incompatible with the by-laws provided for in article 393a is inoperative.

“393c. It is the duty of every county corporation to cause the enforcement, within its territory, by one of its officers designated by the council, of the by-laws made under article 393a, and no subdivision or construction permit may be issued if the division or subdivision plan or the construction project does not comply with such by-laws.

“393d. The Superior Court, on the petition of a county corporation, may order the cessation of any land use that does not conform to the by-laws contemplated in article 393a, declare null any operation undertaken in contravention to such by-laws or order the demolition or restoration, at the cost of the owner of the lot, of any construction made in contravention to such by-laws.

“393e. The county corporation has the power to enforce the application of the by-laws provided for in article 429b of the Cities and Towns Act in the territory of a municipality that does not form part of such county corporation, including a city or a town, provided an agreement to that effect is signed with that municipality. Such power excludes the objects of the agreement from the competence of any municipality in respect of whose territory the county corporation is empowered.

Such agreement must contain all the terms and conditions relating to its carrying out and must be confirmed by by-law of the council of every corporation being a party thereto. Where such is the case, the county corporation has all the powers of a local corporation in respect of the objects contemplated by the agreement and its officers act under their ordinary titles with the same privileges, rights and obligations as if such corporation and such officers were a local corporation and local officers.

No agreement made under this article may be terminated except in accordance with the terms and conditions provided in the said agreement or, failing such terms and conditions, except in accordance with the formalities provided in the second paragraph, *mutatis mutandis*.

This article prevails over any special act applicable to a municipality.

“393f. This subsection does not apply in the territory of a municipal corporation forming part of an urban or regional community.

The mayor of a local corporation contemplated in the first paragraph shall not participate in the voting following the putting to the vote of the by-law provided for in article 393a.”

M.C.,
a. 404c,
added.

31. The said Code is amended by inserting, after article 404b, the following article:

“404c. 1. The county corporation has the power to operate a waste management system or part of such a system:

(a) in the whole of the territory under its jurisdiction provided an agreement to that effect is signed with two-thirds or more of the local corporations forming part of such territory;

(b) in the territory of local corporations amounting to less than two-thirds in number of the local corporations forming part of the county municipality, by signing an agreement for that purpose with each of such local corporations amounting to less than two-thirds in number.

The power provided for in the first paragraph excludes the objects of the agreement from the competence of any local corporation in respect of whose territory the county corporation is empowered.

The agreement must contain all the terms and conditions relating to its carrying out and must be confirmed by by-law of the council of every corporation being a party thereto. Such by-law comes into force only after its approval by the Commission municipale du Québec and the Minister responsible for the application of the Environment Quality Act, subject to the other provisions of law. Moreover, the county corporation is governed, with respect to such agreement, by the Environment Quality Act (1972, chapter 49).

2. A municipality that does not form part of the county corporation, including a city or a town, may enter into such an agreement with the said corporation if the latter is already empowered under sub-article 1. The third paragraph of sub-article 1 applies to an agreement entered into under this sub-article.

3. Whenever a county corporation is a party to an agreement entered into under this article, it succeeds to the rights, duties and obligations of any corporation in respect of whose territory it becomes empowered, in respect of any contract of service binding the latter corporation in respect of any object of the agreement.

4. An agreement entered into under this article with any municipality in respect of whose territory the county corporation is

empowered shall not be terminated except in accordance with the terms and conditions provided in the said agreement for the purposes of such termination, or, failing such terms and conditions, except in accordance with the formalities and with the approvals provided for in sub-articles 1 and 2, *mutatis mutandis*. The local corporations that are not parties to the agreement entered into under sub-article 1 may also be among the corporations which observe such formalities. However, the Minister responsible for the application of the Environment Quality Act, by order and on such conditions as he may indicate, may terminate an agreement. The order of the Minister may concern only some of the municipal corporations in respect of whose territory the county corporation is empowered.

5. The expression "waste management system" used in this article has the same meaning as in paragraph 12 of section 1 of the Environment Quality Act.

6. This article prevails over any special act applicable to a municipality. It does not apply to a local corporation that is a party with a city or town municipality to an intermunicipal agreement dealing with one or another of the jurisdictions contemplated in articles 404a and 404b for as long as such agreement lasts and if it has become effective before the formalities provided for in the third paragraph of sub-article 1 are carried out."

32. Article 406 of the said Code, amended by section 1 of ^{M.C.} chapter 99 of the statutes of 1937, is again amended by striking out ^{a. 406, am.} the words "not exceeding two dollars" in the first paragraph.

33. Article 408 of the said Code, amended by section 2 of ^{Id., a. 408,} chapter 82 of the statutes of 1919/1920, by section 25 of chapter 48 ^{am.} of the statutes of 1921, by section 1 of chapter 69 of the statutes of 1926, by section 11 of chapter 74 of the statutes of 1927, by section 14 of chapter 94 of the statutes of 1928, by section 15 of chapter 103 of the statutes of 1930, by section 6 of chapter 114 and by section 1 of chapter 116 of the statutes of 1930/1931, by section 5 of chapter 103 of the statutes of 1931/1932, by section 1 of chapter 85 of the statutes of 1934, by section 2 of chapter 24 and section 5 of chapter 108 of the statutes of 1935, by section 2 of chapter 100 of the statutes of 1937, by section 14 of chapter 69 of the statutes of 1941, by section 2 of chapter 48 of the statutes of 1943, by section 3 of chapter 46 of the statutes of 1944, by section 6 of chapter 55 of the statutes of 1946, by section 63 of chapter 59 of the statutes of 1949, by section 4 of chapter 42 of the statutes of 1955/1956, by section 32 of chapter 86 of the statutes of 1968, by section 136 of chapter 49 of the statutes of 1972, by section 91 of chapter 38 of the statutes of 1973 and by section 25 of chapter 82 of the statutes of 1975, is again amended:

(a) by replacing subparagraph *a* of sub-article 3 by the following:

“3. (a) To exact over and above any tax for the establishment or maintenance of waterworks, sewers, wells or reservoirs, a compensation for the water or for the sewer service, according to such tariff as it deems advisable, from every proprietor, lessee or occupant of any house, shop or other building, whether or not the latter avail themselves of the water or of the sewers, if, in the latter case, the council has notified them that it is prepared to bring the water or the sewers, at its own expense, as far as the line of the street in front of their houses, shops or buildings;”;

(b) by inserting after sub-article 5*a*, the following sub-article:

“5*aa*. To prescribe that poles and other supportive facilities, though owned by one person, must, in the whole municipality or in the section or sections designated by the council, be utilized in common by every telephone, telegraph, electric supply and cable-delivery undertaking and by any other service.

The by-laws ordering such utilization in common come into force and have effect on approval, with or without amendment, by the Régie des services publics.

An appeal lies to the Régie des services publics by a motion of any interested party, from any resolution, decision or act whatsoever of the corporation, in any matter relating to such utilization in common.

Such appeal must, under pain of nullity, be brought within thirty days of the date of receipt, by the interested party, of a notice announcing the fact appealed from.

If the notice is sent by mail, it is deemed received on being mailed.

The appeal is made by means of an inscription filed with the secretary of the Régie des services publics; notice thereof must be served on the adverse party or on his attorney.

Any dispute between interested parties arising out of the utilization in common must be submitted to the Régie des services publics.”

34. The said Code is amended by inserting, after article 443, the following title and articles:

M.C.,
aa. 443a-
443f,
added.

"TITLE XVII A

"RETIREMENT PENSION FUNDS

"443a. A local or county corporation may, by by-law, establish and maintain, on the conditions prescribed by the by-law, a retirement pension fund for the benefit of the permanent officers and employees of the corporation or participate in such a retirement fund; make, for that purpose, if need be, any agreement with a life insurance company or a trust company or with a corporation or government issuing life annuities; grant subsidies for the establishment and maintenance of such fund; fix the maximum age of the officers and employees and their contributive shares to the pension fund; constitute a commission whose members are chosen among the members of the council and the officers or employees who benefit from the by-law, to administer the pension fund and determine the by-laws for the internal management of such commission; cause to be assumed by the corporation the contributions required to enable the officers and employees to be credited, for pension purposes, with their previous years of service, and borrow the sums required for that purpose by the by-law creating the pension fund.

"443b. The council, on a request by the municipal housing bureau, made by a resolution approved by the majority of its employees, shall include the employees of the bureau within the scope of the application of a by-law contemplated in article 443a; the bureau shall deduct from the salary or remuneration of its employees their contributive shares to the said fund which it shall then pay to the council at the same time as its own contributive share. The council shall prescribe such integration by a by-law providing all the terms and conditions of application required.

"443c. A by-law establishing a retirement pension fund requires only the approval of the majority of the officers and employees contemplated by the by-law and that of the Commission municipale du Québec even if the by-law prescribes a loan.

Every by-law to amend or to repeal a by-law establishing a retirement pension fund takes effect only from its approval by the Commission municipale du Québec and by the Régie des rentes du Québec.

The Supplemental Pension Plans Act (1965, 1st session, chapter 25) applies to every retirement pension fund contemplated by this title.

"443d. The funds accumulated in a retirement pension fund established and maintained by a corporation and standing to the

credit of an officer or employee who becomes an employee of another municipal corporation which has established such a fund are transferable on the application of such officer or employee on the conditions fixed by the Régie des rentes du Québec. The fringe benefits standing to the credit of such officer or employee are also transferable on the mere application of the latter.

The fringe benefits contemplated in the preceding paragraph include the benefits accumulated in a caisse, a scheme or a fund administered by the employer, by the employer and the employees or by a third person on behalf of the municipal officers and employees.

“443e. A local or county corporation may, by by-law, subscribe on the life of all its officers and employees or on any special class of officers or employees determined in the by-law, insurance policies known as “group insurance” and pay, wholly or in part, the necessary premium out of the general fund of the corporation; pay, wholly or in part, on behalf of its officers and employees, out of the general fund of the corporation the premium necessary for any group insurance scheme relating to medical, surgical or hospital expenses for themselves and their dependants; pay, wholly or in part, out of the general fund of the corporation, for and for the benefit of its officers and employees, the premium necessary for any scheme of group salary insurance by reason of sickness or disability.

The corporation, on application of the municipal housing bureau, formulated by resolution, shall include the employees of the bureau within the scope of the application of the by-law contemplated in the preceding paragraph; the bureau shall withhold from the salary or remuneration of its employees their contributive shares to the said fund to be remitted in turn to the corporation together with its own contributive share. The corporation shall order such integration by a by-law providing all the required terms and conditions of application.

“443f. A local or county corporation may, by by-law, provide for the redemption of the amount of sick days accumulated by its employees and officers.”

M.C.,
a. 549a,
added.

35. The said Code is amended by inserting, after article 549, the following article:

“549a. Every local corporation may pass a by-law requiring every person planning to move a building through a street, lane, square, thoroughfare or public road established in the municipality to previously obtain a permit, and making the issuance of such permit subject to a deposit of security in an amount provisionally estimated as sufficient to ensure compensation for any damage

that may be incurred by the corporation as a result of such removal."

36. The heading of Title XX of the said Code is amended by adding at the end the words "AND AWARDING OF CONTRACTS BY SUCH CORPORATIONS FOR THE SUPPLY OF EQUIPMENT AND SERVICES". M.C., heading of Title XX, am.

37. Article 625 of the said Code is replaced by the following articles: Id., a. 625, replaced.

625. 1. Unless it involves an expenditure of less than \$10,000, no contract for the execution of municipal works or the supply of equipment or materials or for the supply of services other than professional services shall be awarded except after a call for public tenders by advertisement in a newspaper.

For the purposes of this sub-article, a contract for the supply of equipment includes also any contract for the leasing of equipment by the municipality with an option to purchase.

2. The delay for the receipt of tenders shall not be less than eight days.

3. Tenders shall not be called for nor shall the contracts resulting therefrom be awarded except on one or the other of the following bases:

- (a) for a fixed price;
- (b) at unit prices.

4. All tenders must be opened publicly in the presence of at least two witnesses, on the day and at the hour and place mentioned in the call for tenders.

5. All those who have tendered may be present at the opening of the tenders.

6. The names of the tenderers and their respective prices must be mentioned aloud at the opening of the tenders.

7. The council shall not, without the previous authorization of the *Ministre des affaires municipales*, award the contract to any person except the one who made the lowest tender within the prescribed delay.

8. If, however, to comply with the conditions for the making of a government grant, it is necessary that the contract be awarded to any person except the one who made the lowest tender within the prescribed delay, the council may, without the authorization of the *Minister*, award the contract to the person whose tender is the lowest among the persons fulfilling those conditions, if that tender was made within the prescribed delay.

9. The member of a council who knowingly, by his vote or otherwise, authorizes or effects

(a) the awarding or the making, without public tenders, of a contract which, according to sub-article 1, is subject to that formality; or

(b) the awarding or the making of a contract in contravention to the requirements of sub-article 7,

may be declared disqualified to hold any municipal office for two years and may be held personally liable to the corporation for any loss or damage it may have suffered.

The liability mentioned in the first paragraph of this sub-article is joint and several, and it applies to every officer of the corporation who knowingly becomes party to the illegal act.

Proceedings in declaration of disqualification shall be taken in conformity with articles 838 to 843 of the Code of Civil Procedure; an ordinary action shall be taken to obtain compensation for loss or damage. Such recourses may be exercised by any ratepayer.

This article prevails over any inconsistent provision of article 829.

“625a. The awarding of any contract for the execution of works or the supply of equipment or materials or for the supply of services other than professional services and involving an expenditure exceeding \$1,000 and less than \$10,000 must be preceded by a call for tenders made by inviting at least two contractors or, as the case may be, two suppliers to tender.

For the purposes of this article, a contract for the supply of equipment includes also any contract for the leasing of equipment with an option to purchase.

“625b. In the case of irresistible force of such a nature as to imperil the life or health of the population or to seriously damage the municipal equipment, the head of the council may order any expenditure he considers necessary and award any contract necessary to remedy the situation. In such a case, the head of the council must report his actions and the reasons therefor to the council at its next sitting. However, in the case of a county corporation having an executive committee and if such committee sits before the next meeting, the warden shall make a substantiated report to such committee. The warden's report is then tabled in council at the next meeting.”

“629. Whenever work is under the control of the county delegates, the notice is published, and the contract is awarded and entered into according to instructions from the board of delegates, and subject to articles 625 and 625*a*, by the corporation of the county which originally proposed the work in question.”

39. The said Code is amended by inserting, after article 633, the following title and article: M.C.,
a. 633*a*,
added.

“TITLE XX A

“ESTIMATES OF REVENUES AND EXPENDITURES

“633*a*. 1. Between 15 November and 30 December each year, the council of every local corporation shall prepare and adopt its budget for the next fiscal year and provide therein for revenues at least equal to the expenditures provided for therein.

2. The Ministre des affaires municipales may prescribe the content of a document which must be certified by the secretary-treasurer, and which must be attached permanently to the budget of the municipality on its tabling.

The document contemplated in the preceding paragraph must be drawn up in the form prescribed by the Minister.

3. The budget of the corporation must be filed with the Ministre des affaires municipales during the first month of the fiscal year covered by the budget.

The Minister may order that such filing shall be on the form provided by him for that purpose.

Upon sufficient proof that the municipality has in fact been unable to prepare, adopt or transmit such budget within the prescribed delay, the Minister may grant any additional delay that he may determine for such purpose.”

40. Article 681 of the said Code is amended by adding, at the end of the first paragraph, the following: “Arrears on such portion bear interest as from the date it becomes payable at the annual rate fixed by the county council or, failing that, at the rate of five per cent per annum.” Id., a. 681,
am.

41. Article 681*a* of the said Code, enacted by section 28 of chapter 82 of the statutes of 1975, is replaced by the following article: Id.,
a. 681*a*,
replaced.

“681a. Every year, at the time fixed under the second paragraph of article 112, the county council must make an estimate of its expenses and income for the next fiscal year. The secretary-treasurer must forward a copy of such estimate to the *Ministre des affaires municipales* and to every local corporation of the county not later than 30 November following the making of the estimate. Such copy must be accompanied with an estimate of the apportionment which is to be imposed on every local corporation under article 682.”

M.C.,
a. 696b,
added.

42. The said Code is amended by inserting, after article 696a, the following article:

“696b. 1. In addition to any real estate tax that it may impose and levy on serviced vacant land, the council may impose and levy annually on such land a surtax equal to fifty per cent of the total municipal real estate taxes imposed in the same year on such land, to which all taxable immoveables in the municipality are subject.

Within the meaning of this article, “serviced vacant land” means land

(a) on which there is no building or on which there is a building of a real value of less than ten per cent of the value of the land according to the valuation roll; and

(b) which is adjacent to a public street bordering which water and sanitary sewer services are available.

Such tax ranks in every respect as a general real estate tax of the municipality, subject to this article. It applies from the first fiscal year of the municipality in respect of which, according to the valuation roll in force, the land is entered as part of the aforementioned category on the day of the coming into force of the roll.

2. The following land is not subject to the surtax provided for in sub-article 1:

(a) farms and woodlots within the meaning of the *Real Estate Assessment Act* (1971, chapter 50);

(b) land utilized continuously for housing or used continuously for industrial or commercial purposes other than the commercial parking business;

(c) land owned by a railway undertaking and on which there is a railway track;

(d) land used for overhead electric powerlines;

(e) land on which construction is prohibited by law or by by-law.”

43. Article 700 of the said Code, amended by section 21 of ^{M.C.,} chapter 88 of the statutes of 1929, section 1 of chapter 100 of the ^{a. 700, am.} statutes of 1930, section 1 of chapter 120 of the statutes of 1930/1931 and section 6 of chapter 48 of the statutes of 1943, is again amended by replacing the third paragraph by the following paragraph:

“Such dues or taxes shall not exceed in the aggregate, in any one case, the sum of three hundred dollars.”

44. Article 703a of the said Code, enacted by section 1 of ^{Id.,} chapter 121 of the statutes of 1930/1931, is replaced by the follow- ^{a. 703a,} ing article: ^{replaced.}

“**703a.** Notwithstanding articles 700 and 701, every local corporation may impose and levy an annual licence or permit, not exceeding three hundred dollars, on merchants doing business in the municipality who are not resident therein, or being resident therein for less than three months, whose names are not entered on the valuation roll as owners of immoveables but who are temporarily occupying premises, without, however, being obliged to impose a tax or permit on those resident therein for more than three months.”

45. Article 716 of the said Code, amended by section 1 of ^{Id., a. 716,} chapter 101 of the statutes of 1937, section 12 of chapter 71 of the ^{am.} statutes of 1949 and section 31 of chapter 82 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the first paragraph by the following paragraphs:

“**716.** The collection roll shall not be completed until the budget of the corporation is adopted and forwarded to the *Ministre des affaires municipales*.

The secretary-treasurer, upon completion of the collection roll, gives public notice by which he announces that the general collection roll or the special roll, as the case may be, is deposited at his office and that the tax accounts shall be sent within the allotted delay.”

46. Article 717 of the said Code, amended by section 17 of ^{Id., a. 717,} chapter 94 of the statutes of 1928, replaced by section 7 of chapter ^{am.} 46 of the statutes of 1944 and amended by section 32 of chapter 82 of the statutes of 1975, is again amended by striking out the last paragraph.

47. Article 760a of the said Code, enacted by section 27 of ^{Id.,} chapter 59 of the statutes of 1919, is amended by striking out ^{a. 760a,} sub-article 2. ^{am.}

M.C.,
a. 760b,
added.

48. The said Code is amended by inserting, after article 760a, the following article:

“760b. The council of a municipal corporation may, by resolution, commission the *Ministre des affaires municipales* to receive and open the tenders provided for in article 760a on behalf and in the name of such corporation.

Where such is the case, the tenders must be sent to or deposited at the place determined by the Minister as notified by him to the secretary-treasurer of the corporation together with the day and time fixed for the opening of the tenders.

For the purposes of this article, the Minister may act through the representative designated by him.

The resolution contemplated in the first paragraph binds the Minister from the time he receives certified copy of it until he receives certified copy of a resolution to the contrary.”

Id., a. 772,
am.

49. Article 772 of the said Code, replaced by section 38 of chapter 82 of the statutes of 1975, is amended by replacing the first paragraph by the following paragraph:

“772. A member of the council who, knowingly, by his vote or otherwise, authorizes the corporation to contract, or contracts himself on behalf of the latter, a loan exceeding the approved amount or a loan that has not received one or another of the approvals contemplated in this title when such approval is required by law, may be declared disqualified to hold any municipal office for two years and may be held personally liable to the corporation for any loss or damage it may have suffered.”

Id.,
a. 784a,
am.

50. Article 784a of the said Code, enacted by section 10 of chapter 81 of the statutes of 1974 and amended by section 39 of chapter 82 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the first three lines of the first paragraph of sub-article 5 by the following:

“(5) A member of the council who, knowingly, by his vote or otherwise, authorizes: ”.

Pension
funds.

51. Municipal corporations governed by the Municipal Code have always had authority to establish and maintain pension funds such as the funds contemplated in articles 443a to 443c of the said Code enacted by this act.

Delay
to take
action.

No action in nullity or appeal may be taken with regard to such funds established and maintained before 15 December 1977, either for lack of jurisdiction or for inobservance of the formalities

prescribed by the said articles 443a to 443c, before one year following the date mentioned above.

Moreover, the pension fund which has received the required Required approvals. approvals before the expiry of the delay of one year provided for in the preceding paragraph is deemed to have taken effect validly from its establishment.

The above rules apply, *mutatis mutandis*, to the regulatory Rules applicable. powers conferred on municipal corporations under articles 443e and 443f of the Municipal Code enacted by section 34 of this act.

52. Where the office of mayor or of councillor became vacant Office vacant before 15 December 1977. before 15 December 1977, it shall be filled in accordance with the act in force at the time the vacancy occurred.

53. Section 9 has effect from 1 January 1977.

Effect.

The first fiscal year in respect of which the budget is to be prepared and adopted under article 633a of the Municipal Code enacted by section 39 of this act and in respect of which the estimate of the expenditures and revenues is to be made under article 681a of the said Code replaced by section 41 of this act is the fiscal year 1979. Section 13 of this act has effect from November 1978. Annual budget for 1979.

54. This act shall come into force on the day of its sanction, Coming into force. except section 37, which shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Government.